

LE FIGARO · fr

MON FIGARO

## Pierre Manent: « Les Français ont perdu confiance dans la classe politique »



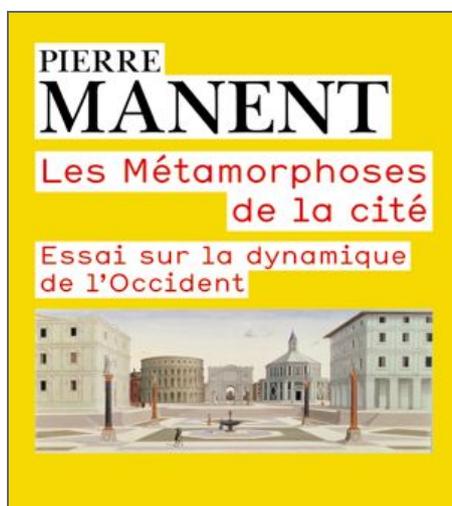
<http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2014/01/17/10001-20140117ARTFIG00421-pierre-manent-les-francais-ont-perdu-confiance-dans-la-classe-politique.php>

| Mis à jour le 17/01/2014 à 18:13 |



Pierre Manent, philosophe. *Crédits photo : Sébastien SORIANO/Le Figaro*

**INTERVIEW - Pierre Manent, auteur de l'ouvrage *Les Métamorphoses de la cité*, porte un regard inquiet sur l'évolution de la France et de l'Europe.**





Crédits photo : maqstudio

On s'interroge sur le tournant «social-démocrate<sup>1</sup>» de François Hollande<sup>2</sup>. Mais le libéralisme<sup>3</sup>, pour sa part, qu'est-ce que c'est? Pour Pierre Manent<sup>4</sup>, la pensée libérale n'exige nullement que la politique se laisse dominer par l'économie et le droit. Ces sujets, aussi importants soient-ils, devraient demeurer au service de fins sociales, argumente le philosophe.

### **Le Figaro. - Le terme de «libéral» suscite de nombreux malentendus. Pourriez-vous en donner une définition?**

**Pierre Manent.** - Le libéralisme advient en Europe quand le commandement du souverain, même éclairé, ne parvient plus à gouverner adéquatement la nation. Trop d'activités, et trop diverses, se sont développées pour que le commandement politique soit capable de les ordonner avec succès. Il apparaît qu'il serait bon de laisser les membres de la société le plus libres possible de faire valoir leurs droits et de chercher leur intérêt. Ce qui entraîne que les sujets, devenant citoyens, choisissent leur gouvernement, et que donc celui-ci devienne représentatif. C'est un processus qui s'est déroulé sur deux siècles à partir de la Glorieuse Révolution anglaise de 1689. Le libéralisme advient donc comme un perfectionnement du gouvernement de l'État-nation européen. Il est d'abord politique, mais le libéralisme politique entraîne ou suppose le libéralisme économique puisque, encore une fois, il s'agit de gouverner des hommes libres, c'est-à-dire libres d'agir et d'entreprendre. Ce qu'il ne faut surtout pas oublier, selon moi, dans cette grande affaire, c'est que le libéralisme, politique ou économique, n'est pas premier. Ce qui est premier, c'est la question du gouvernement, ou du meilleur gouvernement possible. L'expérience des trois derniers siècles semble avoir prouvé que les institutions libérales fournissent le meilleur instrument pour nous gouverner nous-mêmes, mais le critère, c'est le bon gouvernement, pas le libéralisme, ni d'ailleurs aucune notion en «isme».

### **Délocalisations<sup>5</sup> et désindustrialisation<sup>6</sup> préoccupent les Français. Or vous avez indiqué que la concurrence faisait l'objet d'une «vénération religieuse» qui «n'est pas raisonnable». On prête pourtant aux penseurs libéraux un refus catégorique du protectionnisme. Telle n'est pas votre position?**

À l'époque d'Adam Smith, compte tenu en particulier des moyens de transport, les producteurs locaux ou nationaux avaient un avantage décisif qui pouvait les inciter à la paresse! Il était donc raisonnable de vouloir les exposer à la concurrence de producteurs extérieurs. Cette idée a gardé sa validité tant que l'avantage relatif des producteurs nationaux s'est plus ou moins maintenu. Il était raisonnable d'avoir un préjugé favorable pour le libre-échange, même si la validité effective de la doctrine dépendait beaucoup des circonstances et des domaines d'activité. En pratique, toutes les économies modernes, à l'exception de celle de la Grande-Bretagne, se sont développées sous un régime «protecteur». Je peux ajouter que Schumpeter, politique avisé autant qu'économiste compétent, expliquait au milieu du siècle dernier, et de manière convaincante, que pour certains biens et services le monopole privé ou public était préférable à la concurrence. En tout cas, les circonstances sont aujourd'hui inversées. Avec la révolution des moyens de transport, et compte tenu de la différence des coûts du travail, ce sont les producteurs lointains qui ont un avantage décisif. Un certain protectionnisme est donc aujourd'hui aussi raisonnable que l'était hier le libre-échange<sup>7</sup>.

### **Comment expliquer ce qui vous paraît une idolâtrie de la concurrence?**

La classe dirigeante européenne, contre tout bon sens, a fait de la concurrence un dogme parce qu'elle entendait priver de son pouvoir, et d'abord de sa légitimité, l'État national qui réglait le marché en tenant compte des domaines et des circonstances. Peut-être l'État national avait-il la main lourde, particulièrement dans notre pays. Je suis tout disposé à le concéder. Mais la tyrannie du principe de la concurrence aujourd'hui n'est en rien justifiée par les excès de la réglementation hier. Ce dogme est l'instrument le plus efficace pour délégitimer l'État national. Il implique que l'État national, démocratique et libéral est incapable de déterminer judicieusement la règle de la vie commune. En réalité, au nom de la concurrence, ce n'est pas une thèse économique que l'on avance, c'est une thèse politique. Les gouvernements nationaux se sont tellement laissé intimider qu'ils semblent hors d'état de faire la distinction entre les cas où l'ouverture à la concurrence est en effet raisonnable et les cas où elle ne l'est pas, ou même elle est nuisible voire absurde.

### **Lors de la bataille de la 4G entre Free et Bouygues, certains ont affirmé qu'en France, le producteur est sacrifié au profit du consommateur. Partagez-vous ce diagnostic?**

La «souveraineté du consommateur» paraît d'abord une proposition raisonnable: que le plus de biens possible soient mis à la disposition du plus grand nombre possible. Mais cela finit par la tyrannie du coût le plus bas et la dévastation du pays par la grande distribution. Celle-ci crée à la périphérie des villes une hideuse zone commerciale où les vieilles personnes n'ont pas accès et où les jeunes viennent aiguïser leur frustration et régler leurs comptes, tandis que les centres-villes sont évidés et les producteurs réduits à la portion congrue. Maintenant que le mal est fait, les pouvoirs publics s'efforcent timidement d'encourager la fixation négociée d'un «juste prix». On peut bien dire qu'un tel «juste prix» fausserait ou entraverait le jeu du marché, mais pourquoi laisser à un principe unique le monopole du pouvoir d'agir sur la société? Une société qui se gouverne elle-même a l'ambition légitime de placer le fonctionnement du marché sous des règles de justice

négoziée. De telles règles auraient assurément ralenti l'expansion de Carrefour<sup>8</sup> et peut-être ôté un dixième de point de croissance mais elles auraient au moins limité la dévastation dont je parlais. Nous gâchons les meilleures idées en leur livrant l'espace social comme si nous étions incapables de les mettre en œuvre avec modération et bon sens. De quelque parti qu'ils soient, les modernes ont un point commun: ils pensent n'avoir rien fait tant qu'ils ne se sont pas mis sous le pouvoir absolu d'une idée abstraite.

### **Un ancien président de la République vous a confié qu'il ne s'était pas rendu compte que la désindustrialisation avait commencé pendant son mandat. Comment expliquer une telle différence de perception entre «la base»et «le sommet»?**

Le grand ressort des sociétés modernes, c'est la foi dans le mouvement des choses, dans le progrès. Que l'on soit libéral ou socialiste, on a renoncé depuis longtemps à toute norme, à toute règle des mœurs ou de la vie commune qui serait valable en elle-même: les règles changent et, pense-t-on, elles changent pour le mieux. Le postulat des sociétés modernes, c'est donc que le mouvement des choses apporte le meilleur, et qu'il ne faut surtout pas l'entraver. On est même porté à précéder ce mouvement. Dès qu'une industrie est en difficulté, les décideurs publics comme privés adoptent sur elle ce qui semble le point de vue de l'avenir: on la déclare obsolète, en escomptant que l'avenir apportera une industrie ou une activité nouvelle. Cela n'arrive pas toujours, comme nous en faisons l'expérience cruelle. En tout cas, une confiance excessive dans la «destruction créatrice» du capitalisme a certainement accéléré la destruction d'emplois. Je crains que la classe dirigeante française, toutes tendances confondues, ne se soit montrée particulièrement légère sur ce sujet. Elle nous donne l'Allemagne<sup>9</sup> en exemple, mais si l'Allemagne a toujours eu une industrie supérieure à la nôtre, c'est aussi parce qu'elle a montré une affection active, si j'ose dire, pour son industrie, sentiment qui nous est effectivement étranger.

### **L'année 2013, qui vient de s'achever, a été marquée par la Manif pour tous<sup>10</sup>, puis par des mouvements de protestation contre la pression fiscale. Que vous inspirent ces frondes?**

Remontons un peu plus haut! Dans les vingt dernières années, notre régime politique a connu un profond changement. En somme, il a cessé d'être représentatif. Jusqu'au début des années 1980, la droite et la gauche puisaient leur légitimité dans la représentation du peuple. La droite gaulliste se réclamait du peuple national, de «la France». La gauche socialiste et communiste se réclamait du peuple social, des «travailleurs». On pouvait contester leurs programmes ou leurs actions, mais nos politiques étaient légitimes parce qu'ils représentaient ces deux peuples qui n'en faisaient qu'un. Or la droite qui, on ne sait pourquoi, se dit encore gaulliste, a renoncé à la nation, comme la gauche qui, on ne sait pourquoi, se dit encore socialiste, a renoncé au peuple. Les deux partis de gouvernement ont élaboré ce qu'il faut bien appeler un programme commun, le programme européen dont la France n'est que le champ d'application. Les Français ont perdu confiance dans la classe politique en même temps que celle-ci se sentait de moins en moins responsable devant le peuple français. Elle se sent engagée dans une entreprise plus haute et plus sublime que celle de gouverner la France, celle de «construire l'Europe». On ne saurait exagérer les conséquences de cette émigration, si je peux dire, de la classe politique.

### **Quelles conséquences a, selon vous, cet attachement des décideurs publics à l'Union européenne?**

La conséquence la plus grave est le mépris dans lequel la classe politique ne peut s'empêcher de tenir les Français. Il y a une répartition des rôles. La gauche nous surveille de près, comme il convient pour un peuple qu'elle estime dangereusement porté au racisme et à la xénophobie. La droite nous menace sans cesse des réformes décisives qui nous mettront enfin au travail, puisque apparemment nous sommes de grands paresseux. Finalement, droite ou gauche, ils sont moins nos représentants et gouvernants que les gardiens de notre vertu. Je résumerai donc notre situation ainsi: nous sommes un pays de moins en moins gouverné, et qui approche du moment où ce défaut de gouvernement se transformera en crise de régime.

### **Cette argumentation ne conduit-elle pas vers une forme de populisme?**

Les partis dits populistes sont aussi peu désireux de gouverner effectivement que les partis dits de gouvernement. Jean-Luc Mélenchon<sup>11</sup> est capable de réflexion sérieuse, mais au lieu de proposer une action en rapport avec la situation, il rejoue indéfiniment le rôle le plus usé du répertoire français, celui du tribun révolutionnaire. Il ne faut pas qu'il s'étonne si le public sort à l'entracte. Quant au Front national<sup>12</sup>, depuis trente ans, nous n'avons entendu venant de lui que des vitupérations et des sarcasmes. Aventure personnelle, puis familiale, il n'a jamais acquis de ressort collectif qui lui soit propre. Le Front national a grandi mollement dans l'espace ouvert par la démission de la classe politique. Bref, il n'existe pas beaucoup. On lui promet de grands succès électoraux cette année. Peut-être. En tout cas, parmi ceux qui vont voter pour lui, bien peu mettront dans leur vote foi et espérance.

### **Vouloir bâtir l'Europe, est-ce si blâmable?**

L'opinion gouvernante européenne me semble particulièrement dogmatique. Le dogme est le suivant: il n'y a que deux réalités respectables, l'individu et l'humanité. Toutes les réalités intermédiaires, c'est-à-dire toutes les associations et communautés dans lesquelles les hommes vivent effectivement, et d'abord les nations, sont dépourvues de légitimité propre. Elles sont donc essentiellement suspectes. Les nations n'ont en tout cas aucun droit à réclamer l'obéissance, ou seulement l'amitié de leurs membres. Elles sont destinées à disparaître avec les frontières, qui sont un attentat permanent contre l'unité humaine. Bien entendu, on ne peut rien fonder sur une telle doctrine, et certainement pas une Union politique européenne qui devrait commencer par se séparer de ce qui n'est pas elle en traçant une frontière, par exemple celle qui la sépare de la Turquie<sup>13</sup>. Alors, faute de projet positif, l'opinion gouvernante européenne se tourne contre la seule réalité politique de l'Europe: à savoir les vingt-cinq nations, en commençant celles-ci à une humiliation permanente.

seule réalité politique de l'Europe, à savoir les vieilles nations, en soumettant celles-ci à une humiliation permanente.

### **Vous allez jusqu'à considérer que l'attachement de l'Union européenne aux droits fondamentaux s'est mué en religion. Que voulez-vous dire?**

Sous la prolifération envahissante de documents techniques impénétrables, on entend distinctement l'orgueil et la condescendance caractéristiques des pouvoirs spirituels. Ces pouvoirs parlent ici au nom d'un homme nouveau, qui ne veut rien avoir à faire avec l'histoire réelle de l'Europe, ce long combat douteux entre nations, confessions religieuses et doctrines philosophiques. Son seul programme est de préserver et faire valoir son innocence toute neuve. Et comme tous ceux dont la vertu est récente, il voit le vice partout. L'Europe<sup>14</sup> aujourd'hui, c'est, au nom des droits humains, la critique systématique de tout ce qui a fait la vie européenne. Jamais depuis les époques d'orthodoxie religieuse nous n'avions été soumis à une telle surveillance et à une telle discipline de parole. Comment retrouver confiance en nos forces quand nous faisons peser sur nous un tel soupçon?



**Guillaume Perrault**

journaliste 21 abonnés

Journaliste politique au Figaro

#### **Liens:**

- 1 <http://plus.lefigaro.fr/tag/social-democrate>
- 2 <http://plus.lefigaro.fr/tag/francois-hollande>
- 3 <http://plus.lefigaro.fr/tag/liberalisme>
- 4 <http://plus.lefigaro.fr/tag/pierre-manent>
- 5 <http://plus.lefigaro.fr/tag/delocalisation>
- 6 <http://plus.lefigaro.fr/tag/desindustrialisation>
- 7 <https://plus.lefigaro.fr/tag/libre-echange>
- 8 <http://plus.lefigaro.fr/tag/carrefour>
- 9 <http://plus.lefigaro.fr/tag/allemande>
- 10 <http://plus.lefigaro.fr/tag/manif-pour-tous>
- 11 <http://plus.lefigaro.fr/tag/jean-luc-melenchon>
- 12 <http://plus.lefigaro.fr/tag/front-national>
- 13 <http://plus.lefigaro.fr/tag/turquie>
- 14 <http://plus.lefigaro.fr/tag/europe>